

Vendredi 3 janvier 1873.



MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAÎSSANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HOURS DU SOIR

MATAHITI 22. — N°

TE VEA NO TAHITI.

Mehana pae 3 tenuare 1873.



Prix de l'abonnement : 1 franc par mois.

Un an

Deux ans

Trois ans

Un numéro : 10 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

AUTOUR DE SOUVENTEMENT.

Prix des Années qui commencent le 1^{er} Janvier : 1 franc.

Les premières années : 1 franc.

Années de 20 francs.

Tous les abonnements se paient en unité de 10 francs.

Précédemment.

SOMMAIRE.

Confirmation de commandement. — Option pour la Nationalité française. — Acte de l'armée. — Arrêt et rôle des officiers de la haute-cour tahitienne. — Bulletin télégraphique. — Le décret de l'Assemblée législative de l'Estuaire de l'Ariau. — Chambres de commerce de Papeete et Paita. — Mouvements des ports de Papeete et Paita. — Annances.

Par dépêche du 21 septembre 1872, le Ministre de la marine et des colonies a confirmé la nomination de M. Cornut-Gentille, lieutenant de vaisseau, au commandement de la goélette qui doit être achetée pour le service de la station locale.

Option pour la Nationalité française.

(Traité de 10 mai et du 11 décembre 1871.)

L'officier de l'état civil de la commune de Papeete, ile Tahiti, centralisateur de denrées pour les Etats du Protectorat, a l'bonneur de faire à la commission des services de l'administration des territoires cédés à l'Allemagne (Alsace-Lorraine) la forme dans laquelle il doit être procédé à l'option, des personnes qui y sont intéressées, et des avantages qui y sont attachés.

Dans les colonies françaises la déclaration d'option sera toujours faite à la mairie par l'intéressé, civil ou militaire, devant l'autorité civile (l'officier de l'état civil à Tahiti), aussi bien pour les corps de troupe, fonctionnaires et agents militaires et civils, etc., en service dans chaque colonie, que pour les équipages des bâtiments des stations étrangères ou pour les personnes qui possèdent des propriétés immobilières même à l'étranger, ou pour les personnes originaires d'Alsace et Lorraine, c'est-à-dire nées dans les territoires cédés, tiennent à conserver la nationalité française, sans tenue d'en faire la déclaration devant l'officier de l'état civil à Tahiti, si elles ne se trouvent en résidence ou de passage, sous peine d'être considérées comme ayant opté pour la nationalité allemande.

Il leur sera délivré un exemplaire imprimé et signé de cette déclaration, avec toutes les formes prescrites par le garde des sceaux ministre de la justice.

Les mineurs et les femmes mariées pourront également opter pour leur nationalité, avec l'assistance de leurs représentants légaux.

La convention additionnelle du 11 décembre 1871, ayant étendu le délai pour les options dans les colonies (nouvel 1^{er} octobre 1873), ces déclarations d'option seront reçues à Tahiti, commune de Papeete, tous les jours de 1 heure à 3 heures du soir; dans la salle de l'état civil de la Maison Communale Papeete, siue au palais de justice, à partir du 15 octobre 1872 jusqu'au 15 avril 1873.

Il résulte de ce qui précéde que « tous ceux qui sont nés dans les territoires cédés à l'Allemagne, tout dépendant de leur devoir, et tout temps de faire une déclaration » (il entend par là déclarer la qualité de Français); qu'il résulte de cette déclaration dans les décrets précis, qu'ils seront considérés comme Allemands ; et qu'à contrainte forte ceux qui ne sont pas nés dans ces territoires n'ont aucune déclaration à faire et sont Français de plein droit.

Acte de barbarie.

(Extrait d'une correspondance adressée de Sydney, 21 septembre 1872, au Ministre de la Nouvelle-Zélande.)

Nous avons maintenant en route un navire de guerre américain envoyé dans ces îles pour rendre compte au gouvernement de Washington de la manière dont se fait le trafic modestement nommé recrutement des travailleurs polynésiens. Il aura de jolies choses à narrer à nos Présidents, qui, lui aussi, veut prendre en main « la cause de la junte des îles ». Mais nous devons attendre l'assassinat d'un navire anglois, le *Corti*, dont le capitaine et plusieurs membres de l'équipage sont sous le coup d'une accusation capitale pour le meurtre de 70 esclaves. Voici l'histoire racontée par le docteur Murray pour le compte duquel ce navire « recrutait » et qui accompagnait l'expédition :

« Nous visitions les îles depuis l'an après l'autre, attrirant les naturels, avec leurs pirogues sous prétexte d'échanges ; quand les pirogues étaient le long du bord, nous y lâchions des guêpes placées d'avance à portée de la main, et dans quelques moments ces frôles embûches débattaient dans l'eau contre les hommes. Pendant que les naturels se débattaient dans l'eau, nous tirions les armes à bord, ils étaient entrés dans la cuve. Aux abords de l'île Rongeriki nous y recrutâmes « ainsi 80 indigènes. Ces hommes, forte et résolu, tentèrent de se révolter et essayèrent d'enfoncer les pirogues, puis de mettre le feu au navire. Nous fumes tous nos efforts pour les calmer, mais n'y pouvant réussir, le capitaine et moi, avec le reste de l'équipage, nous nous munîmes d'armes à feu et fîmes dans le feu toute la nuit. Le lendemain matin, les morts et les blessés, au nombre de 70, furent hissés sur le pont et jetés par-dessus le bord, où ils respiraient encore solennellement lorsqu'ils ne portaient plus aucun signe de vie. »

Telle est le déposition délivrée par le docteur lui-même devant le tribunal de Sydney. Envoions qu'il y a peu de monstres comme ceux qui montaient le *Corti*. Mais qu'il est temps que cette industrie soit surveillée !

(Extrait du Bulletin Télégraphique du Contrat de San Francisco.)

Melbourne, 21 novembre. — Le capitaine et le second du navire *Corti*, convaincus du meurtre de plusieurs Polynésiens qu'il emmenaient en esclavage, ont été condamnés à la peine de mort.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAUT-COUR TAHTIENNE

Quatrième Session de l'année 1873.

PRÉSIDENCE DE M. PINAUDIER

Assise le 28 octobre 1872.

N° 501. — Entre le sieur Riuau à Aua, et le sieur Riuau à Teau, dénommé à Paris agent pour l'Etat, appartenant à l'Etat.

Tout à Tahuata, voire Riuau illustre propriétaire, dénommé à Matata, agriculteur pour elle-même, appartenant à l'Etat.

Mateau Tihapue, propriétaire, dénommé à Matata, agriculteur pour lui-même et pour les deux membres de sa famille, appartenant à l'Etat. Et le sieur Riuau à Aua, Riuau, propriétaire, dénommé à Matata, agriculteur pour lui-même et pour sa famille, appartenant à l'Etat.

Vo l'arrêt rendu par S. M. le Roi Pomare IV et par M. le Commandant des Etablissements français de l'Océanie, en date du 9 octobre 1872, cassant l'arrêt de la haute-cour tahitienne du 23

octobre 1872, en faveur du sieur Riuau à Teau Mauna, sis à Matata, et renvoyant les parties à se pourvoir devant qu'il de droit, desques arrêts lecture et examen.

Vo l'arrêté 6 de la loi tahitienne du 28 mars 1866, statuant qu'après cassation d'un arrêt la cause sera portée devant une nouvelle section de cinq juges, dont ne pourront faire partie ceux qui auront dicté l'arrêté.

Vo les trois appels interjetés le 1^{er} octobre 1872, par le sieur Riuau à Mateau, et Riuau, et Tane, veuve Tapa, contre un jugement du conseil du district de Matata du 2^{me} février précédent, qui les déboute de toutes prétentions sur la terre Matata et adjuge cette terre à Riuau ;

Vo le débistonement par simple arrêté, intervenu devant le conseil du district de Matata du 10 octobre 1872, qui déclare que l'arrêté de la haute-cour tahitienne du 23 octobre 1872, tel l'arrêter aussi, est nul et non avenu.

Attesté que ces appels et débistonement sont réguliers dans la forme, y faisant droit et passant outre :

Qui la veuve Tapa, l'un des appelants, en ses conclusions, tendait à démontrer que le jugement de la haute-cour tahitienne avait égaré la propriété de Matata, qui lui appartenait aux termes d'une donation que la cheffe Fareahu aurait faite par écrit, à elle et à son défunt mari qu'elle représente, le 15 mai 1839 ;

Oui ledit Riuau, aussi l'un des appelants, et le sieur Riuau, intendant, lequel, pour empêcher le jugeant à faire affirmer le jugement attaqué, y avoir seul droit comme dans l'héritier le plus direct de ladite Fareahu, et demandante à prouver par témoins :

Présumant tous les deux en effet que la donation invoquée par la veuve Tapa n'est pas valable, parce qu'à la date du 21 janvier 1849 un arrêt de la haute-cour aurait reconnu que

Riuau venait de 1871 au 21 octobre 1872.

N° 502. — I retoge la Riuau à Aua, sia o Teau, et le sieur Riuau à Teau, sia o Teau, avec l'ordre de faire tous les actes, titi-hou mal i.

E o Teau i tihapue, i fetai te wahine ia Matata, o tui rava i teihou oblige ma tui ika, tui horo mai i.

E o Teau i tihapue, i fetai te wahine ia Matata, o tui rava i teihou oblige ma tui ika, tui horo mai i.

E o Teau i tihapue, i fetai te wahine ia Matata, o tui rava i teihou oblige ma tui ika, tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

I te hio raa i te fatahi raa tel raa bia, o tui horo mai i.

contre la République. Subi-loi, la meilleure politique serait d'introduire dans la constitution du pays les principes d'une République conservatrice; et si tellement elle ne pourra exister. La France a absolument besoin d'ordre. Une agitation continue ne pourra durer sans être éteinte. Il faut donc faire un effort pour faire tomber le système actuel et l'arrêter, pour le remplacer par une alternance de recherches au despotisme et du despotisme à l'anarchie.

Le pape a déjà suffisamment fait pour détruire l'anarchie.

La France, avec l'ordre à l'intérieur, et un gouvernement solide, impériale, le respect et la confiance aux pouvoirs étrangers, qui sont anxieux de conserver un juste équilibre, et si elle croit devoir ne pas s'isoler, elle pourra trouver des amis sûrs et utiles. A l'Assemblée est laissée l'initiative des réformes constitutionnelles. Le moment est venu de se mettre à l'œuvre. Le président promet son concours à l'Assemblée et termine en invoquant la Providence afin qu'elle rende complète et durable une œuvre qui n'a pas encore pu être réussie depuis le commencement de ce siècle.

Paris, 17 novembre. — L'Assemblée nationale a voté un vote de 475 contre 142, la loi sur la nouvelle constitution du royaume. Le gouvernement a reçu avec de l'avis à la Nouvelle-Calédonie des deux navires qui ont emporté les combattants communistes.

Paris, 17 novembre. — On a célébré aujourd'hui, dans toutes les cathédrales, un service religieux pour appeler les bénédicitions de la Providence sur l'Assemblée Nationale. Les fonctionnaires publics se sont rendus au service avec une escorte militaire. Ici, il y avait beaucoup de monde dans les églises.

ANGLETERRE.

Londres, 18 octobre. — La mesure du police ordonnant la fermeture des saluaires du Liverpool à neuf heures du soir a été mise en vigueur hier pour la première fois. La foule s'est rassemblée pour protester contre la loi, mais la police a dispersé les turbulents et ces révoltes plusieurs.

Londres, 30 octobre. — Le marquis de Ripon, président de la commission qui a rédigé le traité de Washington, a prononcé un discours sur les résultats atteints par la commission arbitrale de Genève. Le marquis s'est félicité de ce que tous les points en dispute avaient été amicalement réglés. Il a vu dans ce fait un grand pas vers le maintien de la paix universelle.

Londres, 2 novembre. — Les élections dans l'Angleterre, qui ont eu lieu hier soir, ont été, en faveur des conservateurs. On sait maintenant que le nouveau système d'élection. Le vote est si lent que dans beaucoup d'endroits tous les votants n'ont pas pu appeler des bulletins.

Londres, 4 novembre. — Les démonstrations contre la fermeture des saluaires pendant certaines heures le dimanche se sont renouvelées hier à Liverpool. La police a dispersé dix mille personnes qui étaient assemblées pour entendre des orateurs parler contre la loi.

Londres, 9 novembre. — Une discussion s'est élevée à propos d'une coalition entre l'Angleterre et le Portugal, les gouvernements de ces deux pays ont consenti à soumettre la question à l'arbitrage. Ils ont également convenu de faire une guerre commune.

Londres, 11 novembre. — Les espèces dans la banque d'Angleterre sont diminuées de 136,000 livres pendant la semaine.

Londres, 15 novembre. — La société de géographie a envoyé une lettre de remerciement à James Gordon Bennett pour le remercier de la part qu'il a prise à la découverte du docteur Livingstone; elle a aussi voté une médaille à Stanley.

Londres, 18 novembre. — John Bright reprend son siège au Parlement à la prochaine session. Un grand nombre de policiers ont été révoqués pour insubordination. M. Baily, l'un des orateurs du meeting qui a eu lieu à Hyde Park en faveur de l'annulation des taxes, a été arrêté et placé en prison pour avoir enfreint les règlements de police des jardins publics. Des meetings dans lesquels le comité du gouvernement a été sévèrement blâmé, ont eu lieu hier à Greenwich et à Clerkenwell.

Londres, 19 novembre. — Plusieurs policiers ont exprimé leur indignation causée par le revoi de 80 de leurs confères pour insubordination. Environ 200 policiers ont encore été suspendus aujourd'hui. L'insubordination se propage et l'on pense que les autorités seraient obligées d'en suspendre un plus grand nombre. Le manque de gardes commence à faire craindre pour la tranquillité de la ville. Il n'y avait pas de police dans le Strand et c'est là une heure.

ESPAGNE.

Madrid, 25 octobre. — L'adresse en réponse aux discours du roi a été votée par le Sénat, à la majorité de 73 voix contre 19. Le Sénat a voté pour l'abolition de l'esclavage. L'opposition a voté pour la mort en matière politique a été rejettez par 99 voix contre 58. Les manifestations contre la conscription continuent dans les provinces.

Madrid, 11 novembre. — Moscarona, candidat radical, a été élue vice-président de la chambre basse des Cortés par un vote de 142 contre 118, en remplacement de Sahasenor, démissionnaire.

Madrid, 11 novembre. — Les révoltés du Ferrol ont été jugés par un conseil de guerre qui en a condamné à la peine de mort, 39 à dix ans de prison, un à six ans; quatre ont été acquittés; 300 révoltés accusés étaient transportés antérieurement. Les cartouches se sont soulevées dans l'Aragon. Ils détruisent les télégraphes et les chemins de fer.

Madrid, 12 novembre. — Le ministre des colonies présentera prochainement aux Cortés un projet de loi pour l'introduction du code pénal espagnol dans l'île de Cuba et à Porto Rico.

Madrid, 19 novembre. — M. Rivas a annoncé hier à la chambre que le système du jury serait établi en Espagne avant le 1^{er} décembre. Au sujet M. Rivero a présenté plusieurs pétitions demandant l'abolition de l'esclavage dans les colonies espagnoles.

ITALIE.

Naples, 28 octobre. — Le roi a passé en revue la flotte italienne renommée dans le port de La Spezia, qui comprend plusieurs navires entiers et des bâtiments à voile. Toutes descriptions, a exécuté les manœuvres d'un combat naval. Des milliers de spectateurs ont assisté à ce spectacle. La baie était couverte d'embarcations aussi loin que la vue pouvait s'étendre.

Rome, 1^{er} novembre. — Le pape a résolu de soutenir la cause de l'Eglise à Gênes contre le décret du gouvernement suisse empêchant le nouvel évêque Mermilliod d'exercer ses fonctions épiscopales sur le territoire suisse.

Rome, 16 novembre. — Le ministre des finances ayant adressé au pape une communication officielle garantissant le paiement de l'assiette que lui a votée le Parlement italien, le cardinal Antonelli a répondre que le pape refuse de recevoir l'assiette.

ALLEMAGNE.

Berlin, 29 octobre. — Il existe un désaccord entre les deux Chambres de la Diète prussienne au sujet de la loi qui étend les franchises administratives des districts ruraux. La loi, qui avait été adoptée par la Chambre des députés à la dernière session, rencontre à la Chambre des seigneurs une opposition déterminée. Une majorité des membres de la Chambre basse menace de démissionner dès lors qu'à la loi est rejetée. Hier, le président de la Chambre des seigneurs a été reçu par l'empereur, qui lui a dit que les seigneurs devaient mettre fin au conflit en adoptant la loi votée par les députés.

Berlin, 29 octobre. — La Chambre haute reste fermé dans son opposition contre la loi donnant des franchises aux districts ruraux. Le comte von Eulenburg, ministre de l'intérieur, prévoyant la défaite de la loi, offrit sa démission. L'empereur a refusé de l'accepter.

Berlin, 31 octobre. — La Chambre haute de la Diète a définitivement rejeté le County Reform Bill par un vote de 165 voix contre 15. Ce vote a eu lieu malgré la menace faite par le ministre de l'intérieur que si la loi était rejetée le gouvernement disparaîtrait la bûche et en conquerirait une nouvelle.

Berlin, 1^{er} novembre. — Von Roedt, ministre de la guerre, a le jourjouié lui à la Chambre un message du roi de Prusse qui proroge la Diète.

Berlin, 4 novembre. — L'agitation causée par le rejet du County Reform Bill est calme. Le bill sera représenté à l'ouverture de la nouvelle Diète.

Berlin, 4 novembre. — Le gouvernement a créé une octante-quinzième de districts, afin de s'assurer la majorité dans la Chambre des seigneurs. On dit que la nouvelle Diète aura tout le temps nécessaire pour discuter le County Reform Bill avant qu'il soit présentée par le gouvernement.

Berlin, 4 novembre. — M. de Bismarck a adressé à l'empereur un mémoire demandant la reconstrucción immédiate de la Chambre haute et de la Diète prussienne. On donne à entendre que la suggestion pourrait bien être adoptée.

Berlin, 4 novembre. — La session de la nouvelle Diète prussienne a été ouverte aujourd'hui. L'empereur a prononcé la sécession. Le discours a été très bien accueilli par le ministre. Il promet une révision dans l'ordre du jour le récent le County Reform Bill est de nouveau présenté avec quelques amendements. La nécessité de l'adoption immédiate de cette loi est démontée. Le discours fait en déclarant que le gouvernement est résolu à mettre à exécution son intention d'améliorer l'administration intérieure du royaume; il se servira dans ce but de tous les pouvoirs constitutionnels à sa disposition. La Chambre haute a nommé le baron Stoltz, dévoué au gouvernement, président. Il n'y a eu que six votes contre lui.

Berlin, 17 novembre. — Le gouvernement viene de rendre un décret qui empêche temporairement des émigrants de quitter le pays. Cet arrêt empêche les émigrants et leurs bagages à prix réduit. Jusqu'ici ces compagnies avaient en quelque sorte encouragé l'émigration en conduisant les émigrants à très bon prix jusqu'au port d'embarquement. Le décret est arbitraire et tend à décourager l'émigration.

Paris, 24 octobre. — Théophile Gautier et M. Babinet, l'astronome, viennent de mourir.

La situation vinicole en France.

Paris, 28 septembre.

Dans les départements méridionaux, on est en ce moment en pleine vendange, et les nouvelles qui nous parviennent des divers cantons sont des plus satisfaisantes. Les vignobles de l'Est, de l'Ouest et du Centre se préparent à commencer la récolte le 30 septembre. À Nîmes, la vendange a commencé le 17 et se continuera. Du ses différents dates, il résulte que nous sommes cette année en retard de dix ou douze jours sur les années ordinaires, et cependant, si nous nous rapprochons aux bulleins de l'année dernière, nous pouvons ne nous sembler pas être plus mauvaise; au contraire, elle nous paraît meilleure, car à cette même époque, nous avions contre nous les brusques intermissions barométriques qui nous ont entraîné, au moment de la pleine vendange, un temps désastreux, qui a facilement réagi sur les produits vinicoles; tandis qu'à présent la fixité barométrique nous paraît presque une heureuse.

On oppose, il est vrai, à la réussite de la récolte précédente une suggestion qui a, nous ne l'ignorons pas, une certaine valeur; nous voulons parler des inégalités de la maturation, inégalités qui, dit-on, doivent réagir sur la quantité et la qualité. En effet, sur le même cep et souvent sur la même grappe, on constate des raisins mûrs, demi-mûrs et encore verts. C'est là, il faut l'avouer, un phénomène qui paraît inexplicable s'il était général, et qui dans son particularisme ne laisse pas d'être embarrassant. Mais ce cas ne se présente que dans le département de l'Aude et dans quelques vignobles du Sud-Ouest et du Centre Sud; encore est-il très-localisé.

Jusqu'à plus ample information, nous ne parlerons plus de la quantité; la discussion deviendrait oiseuse, surtout à la veille, pour ainsi dire, de connaître l'exacte vérité. Quant à la qualité, nous ne croyons pas que les différences de maturation signalées plus haut soient considérables pour influer d'une manière sensible sur la qualité en général.

Ainsi, à cette, des vins nouveaux ont été dégustés; sauf un peu de verdure, ils ont, assure-t-on, d'incontestables qualités. À Lunel, d'après nos plus récentes informations, le cas retenu fait est favorable. Mais pour nous, nous assavons complaisamment à cet égard, — non au moins ce qui confirme nos espérances, ce sont les quelques lignes politiques par notre collègue chargé de la chronique de Berçy-Entrepôt, qui affirme, ainsi qu'il suit, la qualité des vins nouveaux : « Quelques mandataires du Midi ont présenté des échantillons de vins nouveaux. Ces types font bien augurer de la nouvelle récolte de nos grands vignobles méridionaux. La qualité en sera supérieure de beaucoup à celle de l'année précédente. » Presque partout les transactions sont languissantes. Nous en ex-

